

Aux frontières de l'enfance

Joao Gabriel

Numéro 327, printemps 2020

Le temps des enfants. L'âge de la raison est-il enfin venu?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92839ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gabriel, J. (2020). Aux frontières de l'enfance. *Liberté*, (327), 39–42.

Aux frontières de l'enfance

Dans un monde divisé par le racisme, tous les enfants n'ont pas le privilège de l'innocence. Par Joao Gabriel

Début septembre 2015. Un corps sans vie, échoué sur une plage de Turquie, non loin de la ville de Bodrum. Le monde fut pris d'effroi à sa découverte dans d'innombrables articles de presse. Bien loin d'exposer pour la première fois le public, notamment occidental, au spectacle macabre de corps non occidentaux gisant sur un rivage ou, dans d'autres circonstances, jonchant les rues de villes meurtries par la guerre, les images du drame de la fin de l'été 2015 eurent néanmoins le pouvoir d'ébranler, en apparence du moins, des consciences même réputées endurcies. Des années d'un matraquage politique et médiatique accoutumant l'Européen à constituer en menace l'« étranger » – celui bien sûr dont le tort est de n'être point *blanc* – ne parvinrent effectivement pas à empêcher l'onde de choc provoquée par l'image de ce corps inanimé, vraisemblablement parti rejoindre l'Europe en qualité de « migrant ». Ajoutons à cela l'effet produit par la présence d'un seul corps et non de plusieurs, l'empathie répondant plus aisément à la singularisation de la tragédie migratoire. L'expression répétée et assumée du rejet de la « masse » étrangère n'a alors d'égale que la compassion abondamment étalée lorsqu'un *individu* et son histoire particulière sont aux yeux du monde présentés. L'irruption sur la scène internationale de cette vie perdue, par l'étalage de son corps photographié, remettait donc au jour un procédé par lequel figures politiques, médias et sociétés civiles occidentales tentent épisodiquement d'expié leurs responsabilités dans la catastrophe migratoire : pleurer des vies dans des circonstances bien particulières, au moyen de dispositifs eux aussi bien particuliers, tels que l'image, alors que les politiques créées et soutenues rendent chaque jour impossible que ces vies soient dignement vécues. Précisons tout de même que, dans ce cas précis, l'indignation suscitée avait une particularité expliquant l'intensité de la controverse qui suivit. C'est que les vagues qui propulsèrent ce corps sur la plage d'Ali Hoca Burnu firent remonter à la surface du monde une vérité que celui-ci aurait préféré enfouir dans les profondeurs de son hypocrisie : le « migrant » aussi pourrait bien être *enfant*.

L'émotion engendrée par la mort – ou plutôt par les images de la mort – de ce petit garçon, dont on apprit ensuite l'origine syrienne et le nom, Alan Kurdi (initialement orthographié « Aylan »), donnait implicitement à voir une des dimensions de la conception eurocentrée de ce qui fait l'humain et son « en dehors » ; dit autrement, qui en fonction des circonstances peut être ou non considéré comme humain, et dès lors susciter ou non de l'empathie à son égard. C'est ainsi que le « migrant », parce que dans ce corps échoué

on reconnaissait les traits de l'enfant, fut temporairement humanisé. Humanisation dont le caractère précaire nous fut si amèrement rappelé dans un journal français, innombrable dans tous les sens possibles : « Que serait devenu le petit Aylan (sic) s'il avait grandi ? Tripoteur de fesses en Allemagne », écrivait-on, accompagnant le titre d'une caricature du même acabit. Tout est dit. Derrière l'innocence de ce petit corps se cacheraient la vérité de l'Autre et son impossible adaptation aux normes de la Civilisation. Malgré le caractère ignoble de la question comme de la réponse, force est de constater qu'elles mettent en lumière les liens entre racialisation et enfance, ainsi que l'hypocrisie autour de cette affaire : quand bien même ils furent nombreux parmi les Européens à dénoncer cette publication, l'enfant qu'ils pleurèrent serait devenu l'adulte, et en particulier l'homme, dont ils ne voudraient effectivement pas. En ce sens, bien qu'abjects, la caricature et son titre ne font que dire de manière éhontée ce que beaucoup pensent déjà... tout haut. Ce qui a choqué, c'est d'associer des discours parfaitement normalisés dans les sociétés européennes – « les migrants sont dangereux » / « les Arabes représentent une menace pour les femmes » – à l'histoire douloureuse d'une personne dont la mort a été représentée par l'image, et qui a bénéficié d'une humanisation temporaire parce qu'elle était enfant. Mais sans cette association, des discours et des images renforçant la racialisation des crimes sexuels et la représentation des hommes migrants en agresseurs sont quotidiennement déversés. À notre tour, donc, de poser une question, motivée non pas cette fois par les pulsions racistes confirmées de certains médias, mais plutôt par la volonté d'exposer à nouveau le vrai visage de l'Europe, à mille lieues de ce qu'elle prétend être : que serait devenu le petit Alan, s'il avait grandi ? Très probablement une énième victime des politiques migratoires, des discriminations à l'école, de la police, de la ségrégation spatiale et, plus généralement, du racisme ambiant dans les sociétés européennes, et tout cela, sans même avoir besoin de devenir adulte, le racisme le confirmant tous les jours. Dans ce jeu truqué d'avance, l'âge, finalement, ne compte pas.

Et plus j'observe l'Histoire, bien moins je me sens redevable
Je sais ce que c'est d'être noir depuis l'époque du cartable
Bien que je ne sois pas ingrat, je n'ai pas envie de vous dire
merci

Parce qu'au fond ce que j'ai ici, je l'ai conquis
J'ai grandi à Orly, dans les favelas de France
J'ai fleuri dans les maquis, j'suis en guerre depuis mon enfance
Narcotrafics, braquages, violences, crimes

Que font mes frères, si ce n'est des sous comme dans Clearstream ?

— Kery James, *Lettre à la République*

Comment définir les contours d'une existence ? Si l'on en croit l'histoire du racisme, elle ne saurait avoir pour point de départ la naissance et pour point final la mort. Pour cette dernière, la sociologue Rachida Brahim, auteure d'une thèse soutenue en 2017 sur les crimes racistes en France entre 1970 et 2003, a cette formule on ne peut plus explicite : « La race tue deux fois. » Après ces crimes, notamment commis par la police, l'entreprise de disqualification de la victime et de sa famille par ces bien nommées « forces de l'ordre » – ordre bourgeois et raciste –, accompagnées des médias, n'en finit pas d'achever celui qui a été tué. Même dans la mort, le racisme continue donc son pouvoir de destruction. Qu'en est-il du point de départ ? Cette fois, le racisme agit avant même qu'une vie non blanche ne débute. L'histoire des stérilisations forcées sur des femmes, dans des situations coloniales diverses – Autochtones au Canada, Caribéennes et Réunionnaises, Afro-Américaines, Palestiniennes, etc. –, rappelle qu'avant même la naissance, l'existence des non-blancs est empêchée ou encadrée. Dans le contexte précis de l'esclavage et de la traite industriels transatlantiques, l'enjeu était inverse : il fallait produire le plus de corps à exploiter pour les profits des esclavagistes. Les vies non blanches ne sont souhaitées qu'en fonction des intérêts qu'elles peuvent représenter au regard des dynamiques capitalistes et coloniales de peuplement ou d'exploitation. C'est en ce sens que l'enfance est un statut dont ne peuvent jouir pleinement les plus jeunes parmi les peuples soumis à la violence coloniale et néocoloniale. Les tests osseux pratiqués par la France pour déterminer l'âge des jeunes dits en situation « irrégulière », fortement critiqués par la communauté scientifique mais validés par le Conseil constitutionnel, expulsent hors de l'enfance ces mineurs étrangers isolés en remettant toujours en question leur âge, afin de les priver de tous droits – menteur invétéré, telle serait la seconde nature du « migrant ».

La pleine et absolue reconnaissance d'un jeune être comme *enfant* a pour préalable sa pleine et absolue reconnaissance comme *humain*. Or, dans le long processus d'expansion politique, économique et culturelle par lequel elle s'est rendue blanche, l'Europe a exclu de l'humanité ceux qu'elle a fait Autres. Ce processus a créé et continue de créer, sous des formes renouvelées, les conditions de la misère au Sud pour accumuler richesses et autres ressources de tous ordres au Nord. Malgré des résistances quotidiennes, des plus individuelles aux plus politiquement organisées, cette misère fabriquée dans les territoires en proie aux prédateurs rend particulièrement difficile, voire impossible la vie – d'où la dimension massive des migrations.

Que l'on songe par exemple aux mécanismes en jeu dans l'adoption internationale et l'on se rend compte qu'elle n'est qu'une illustration de la logique de dépossession propre au colonialisme. L'adoption internationale d'enfants du Sud, dans ce contexte d'hégémonie occidentale, n'est donc pas un échange entre partenaires égaux, mais bien un prolongement du pillage. Qu'il soit ensuite possible et même souhaitable pour ces enfants adoptés de refaire famille une fois arrivés au Nord, dans des conditions économiques et affectives

satisfaisantes, n'est pas l'enjeu de la présente réflexion, dans laquelle je souhaite aborder les dynamiques structurelles. L'enfant du Sud est un bien, une commodité, dont on peut priver ses parents, afin d'aménager la vie d'adultes du Nord et de répondre à la satisfaction de leurs désirs. Et s'il fallait le préciser, ce n'est aucunement l'aspiration à la parentalité qui est ici critiquée, mais bien les conditions profondément inégalitaires dans lesquelles elle sera concrétisée. Il n'est en effet aucune situation semblable lorsque les rôles s'inversent : un tel marché, dans lequel des enfants du Nord seraient adoptés au Sud, quand bien même ces enfants vivraient des drames (morts des parents, maltraitements, etc.), amenant à reconfigurer les arrangements familiaux, est à ce jour inexistant.

Dans ce contexte-ci, la circulation de l'enfant reste circonscrite au Nord. Nous n'insinuons évidemment pas que les adoptions Nord-Nord, voire à l'échelle d'un même pays, sont exemptes de dynamiques douteuses. L'association ATD Quart Monde analyse par exemple de façon on ne peut plus convaincante comment, en France, le placement d'enfants fait partie des outils de l'État pour réprimer les classes populaires. Le racisme n'est donc pas la seule modalité par laquelle les inégalités dans l'accès à la parentalité et aux conditions de son épanouissement se donnent à voir. En revanche, le racisme, en tant que produit du colonialisme, donne à ces inégalités une dimension mondiale et symbolique que l'on ne saurait résumer à la seule question des rapports de classe, ou plutôt, à une conception eurocentrée de ceux-ci. Rappelons-nous les réactions de Français parlant de « drame » après le séisme de 2010 en Haïti, lorsqu'ils virent se compliquer les procédures d'adoption dans lesquelles ils étaient impliqués. La peine de voir s'éloigner la concrétisation d'une parentalité tant désirée se comprend aisément sur le plan personnel. Il ne va en revanche pas de soi que l'on ne se questionne pas sur les rapports de pouvoir créant une circulation de l'adoption à sens unique, entre une ancienne puissance esclavagiste et la colonie qui s'est libérée de son joug.

Dans d'autres aires géographiques du Sud, comme, notamment, en Asie, le traitement de diverses affaires de trafic d'enfants est révélateur d'une volonté de dépolitiser cet enjeu. Nous pensons par exemple au Sri Lanka pour des adoptions réalisées dans les années 1980 et 1990. On peut aussi mentionner l'affaire de l'Arche de Zoé, qui éclata en 2007 en France. Il s'agirait essentiellement de « scandales » où les seuls vrais responsables seraient d'horribles trafiquants trompant familles biologiques et familles adoptives, ou encore des humanitaires qui se seraient égarés en chemin... De telles lectures permettent d'évacuer la question des relations coloniales qui continuent d'organiser le monde. Si ces trafics existent, c'est aussi parce qu'il y a au Nord une demande et au Sud une vulnérabilité face à de multiples formes d'exploitation, dont celles de l'enfant réduit à l'état de marchandise ou d'objet sexuel. Certains exemples impliquent par ailleurs des politiques d'État. Tel est le cas des 1600 enfants réunionnais déplacés entre 1963 et 1982 sous ordre de Michel Debré, figure incontournable de la gestion coloniale de ces territoires constituant « l'outre-mer » français. L'objectif ? Repeupler des départements touchés par l'exode rural, comme la Creuse, le Tarn, le Gers, la Lozère, les Pyrénées-Orientales. C'est la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales qui fut chargée d'organiser ces migrations. Elles concernaient aussi bien

des enfants abandonnés vivant en foyer que des enfants dont les familles furent poussées à accepter cette « offre », voire carrément trompées pour certaines. J'opère cette distinction entre « enfants abandonnés » et « enfants vivant avec leurs familles », par souci de coller à la vérité historique, et puisque, bien évidemment, cette distinction est d'une importance cruciale pour les individus concernés. Toutefois, la vérité *politique* à laquelle je souscris me conduit toujours à demander ce qui produit lesdits « abandons » dans des contextes où la pauvreté est organisée par la situation coloniale, et quand bien même La Réunion était déjà une colonie *départementalisée* par la loi de 1946. Autrement dit, on peut considérer qu'il s'agit à tous les coups de vols d'enfants, directs ou indirects. Directs quand ceux-ci furent arrachés à leurs familles, indirects quand les conditions produites dans une colonie que l'on déguise en « département français » rendent impossible de nourrir, d'habiller, d'éduquer, bref, de faire vivre correctement ses enfants.

La valeur d'un individu dépend-elle de son intégration dans un système familial ? Un enfant sans famille est-il « à tout le monde » ? L'enfant-marchandise, c'est aussi, bien au-delà de cette lourde question de l'adoption ou de celle des déplacements forcés, ces enfants du Sud qui décorent les profils internet d'humanitaires ou de touristes occidentaux. Enthousiastes sont-ils de rentrer chez eux, remplis de « souvenirs » de leurs périples en terres d'Amérique du Sud, de Caraïbes, d'Afrique ou d'Asie. Et c'est ainsi que l'enfant non occidental se transforme en objet de consommation et pourvoyeur d'exotisme. Le plus souvent gratuitement. Évitions toute méprise, nous ne croyons pas que de l'argent, des services ou des objets annuleraient la dimension inégalitaire de l'échange entre ces enfants qui orneront les murs de profils Facebook ou d'appartements et les voyageurs occidentaux. Seule serait transformée la nature de l'exploitation, celle-ci demeurant, quoi qu'il advienne, au cœur de toutes ces transactions entre Nord et Sud. Le paradoxe est là encore frappant entre l'usage des photos de ces enfants qui voyagent et prennent donc place dans les pays du Nord, alors qu'ils sont le plus souvent eux-mêmes coincés au Sud et rejetés par des politiques migratoires dont nous avons déjà mentionné la dureté. Comme le jeune Alan Kurdi dont l'image a été exploitée, ces si nombreuses photos d'enfants non occidentaux servent aussi à nourrir la bonne conscience occidentale : le monde serait donc supposément connecté, alors que les déplacements des uns et des Autres ne se font ni dans les mêmes conditions, ni avec la même facilité ou difficulté, ni pour servir les mêmes fins. Surtout, l'humanitaire et le tourisme n'auraient rien de néocolonial, selon ce que le récit implicite de ces photos voudrait nous faire croire, la preuve : voyez comme ces enfants y apparaissent joyeux, enjoués. Voyez comme ils rient, chantent et s'amassent autour des appareils photo et vidéo dernier cri de ceux qui les immortalisent. Pourtant, l'humanitaire, ressemblant trop souvent à ce que Raoul Peck appelle une « assistance mortelle », cache parfois des crimes comme ceux dont est accusée l'Américaine Renee Bach, fondatrice de l'organisation *Serving His Children*. Se faisant passer pour un médecin, elle a administré des traitements à de nombreux jeunes patients, dans l'est de l'Ouganda. Résultat, Bach est tenue pour responsable de la mort d'une centaine d'enfants ougandais. Imagine-t-on une seule seconde le séisme politique et médiatique

qu'occasionnerait la mort d'une centaine d'enfants blancs européens ou nord-américains, en pareilles circonstances ? En plus des nombreux hommages qui seraient rendus aux victimes, les condamnations seraient sans appel et l'outrage, constamment rappelé. Particulièrement parce qu'il s'agit d'enfants. Mais pour mesurer l'ampleur d'une telle tragédie, encore faut-il que les vies dont il est question comptent.

Penser qu'il existe une séparation binaire entre l'humain et le non-humain au détriment des seuls animaux, comme le fait une certaine lecture blanche de l'antispécisme, passe à côté de siècles de déshumanisation de catégories de populations, au premier rang desquelles sont les Africains racialisés comme Noirs. On ne peut critiquer le fait que le monde moderne est « spéciste » sans voir que nombre de populations ne sont pas considérées comme humaines, et qu'à l'inverse, des animaux de compagnie – des chiens, des chats, etc. – sont, en Occident, humanisés à la fois dans les représentations, mais aussi dans le traitement qui leur est réservé (ils sont bien nourris, aimés, ils reçoivent des prénoms, sont parfois habillés...). Ainsi, dix, cent, ou mille enfants ougandais, africains, non occidentaux qui meurent, voilà qui ne change rien. Ni

L'enfance est un statut dont ne peuvent jouir pleinement les plus jeunes parmi les peuples soumis à la violence coloniale et néocoloniale.



l'âge ni le nombre. Mais ce serait faire mentir l'histoire et le présent que de ne pas rappeler les différentes formes de résistance et de révolte qu'opposent les peuples (néo)colonisés à cette machine de destruction qu'est le colonialisme dans son expression capitaliste. Des batailles pour retrouver les enfants volés à celles pour faire condamner les militaires occidentaux utilisant l'Afrique et l'Asie comme un lieu d'exercice de la pédophilie, en passant par les luttes contre les charlatans qui empoisonnent des enfants comme dans le cas ougandais, la désignation raciste à être des sans-valeurs n'empêche pas l'affirmation quotidienne des peuples du Sud à exister la tête haute et à œuvrer pour obtenir justice et réparation.

On a découvert le racisme en maternelle, pas en fac de socio...
— Cases Rebelles, Collectif PanAfroRévolutionnaire

Si le colonialisme organise les relations inégalitaires entre le Nord et le Sud, il a aussi une déclinaison propre à l'intérieur des frontières du Nord. Dans ce contexte-ci, les populations non blanches, qu'importe leur accès à la citoyenneté

ou la longueur de leur présence dans un pays occidental, sont renvoyées à une altérité raciale construite sur les représentations que le Nord se fait du Sud. La condition des plus jeunes parmi les non-blancs, même nés en Occident, s'en trouve là aussi profondément affectée. Là où, au Sud, il est, comme nous l'avons vu, essentiellement une marchandise destinée à satisfaire les désirs en tous genres d'un public occidental, au Nord, l'enfant non blanc est surtout un élément gênant, soumis à un parcours balisé par des discriminations de toutes sortes. L'école, l'une des institutions où celles-ci sont les plus évidentes, s'assure de reproduire une société de classes sur des lignes raciales. Dans le documentaire *Ouvrir la voix* d'Amandine Gay, réalisé en 2014 et sorti en salles en 2017, les femmes noires interrogées font état des multiples discriminations qui jalonnent leur parcours scolaire, notamment en ce qui concerne les orientations en fin de cycle. Si ce préjugé raciste vers la fin du collège et du lycée est plus aisément visible – ce qui ne dit pas que celles et ceux qui le dénoncent seront légitimés dans leur requête de réparations du préjudice, voire ne serait-ce que crus, même preuves à l'appui –, les écoles primaires et maternelles ne sont pas en reste. Qu'il s'agisse de l'attribution des punitions ou du rapport culpabilisant et paternaliste de l'institution face aux parents (notamment en ce qui concerne le fait de parler plusieurs langues à la maison, dès lors qu'elles ne sont pas occidentales, ce reproche n'étant jamais fait à ceux qui souhaitent enseigner l'anglais à leurs jeunes enfants...), les enfants non blancs développent face à l'école un rapport ambivalent, entre le rejet, la défiance ou l'idéalisation, précisément pour sortir de la condition subalterne à laquelle ils comprennent très tôt être assignés. C'est peut-être pour eux, vu le temps qu'ils y passent, le premier lieu d'apprentissage et d'incorporation de la racialisation, à la fois la leur et celle des enfants blancs.

Cette dynamique racialisante est par ailleurs profondément genrée et elle se poursuit dans la vie adulte sous des modalités qui diffèrent des expériences multiples et variées des masculinités et des féminités vécues au Sud. Là où, au Sud, entre autres exemples, l'accès à l'éducation et au travail auront tendance à exclure ou à marginaliser les femmes (bien évidemment, ces logiques se déclinent de façon spécifique en fonction des classes sociales et des secteurs), au Nord, le garçon non blanc a encore plus de difficultés à l'école et sur le marché du travail. Était-ce alors par souci d'étendre le plus possible son processus déjà bien ancré de marginalisation des populations dites « issues de l'immigration », notamment maghrébines et subsahariennes, que la France a par exemple voté une loi en 2004 qui interdit le voile à l'école, et ce faisant a contribué à déscolariser des jeunes filles, là où les forces du déterminisme s'occupaient déjà particulièrement de faire dévier les garçons ? Au-delà de cette loi sur l'école, le phénomène grandissant de stigmatisation des femmes portant le hidjab restreint le devenir économique de nombreuses jeunes filles musulmanes. Et là encore, le très jeune âge n'empêche pas d'être la cible des plus viles attaques. C'est ainsi que lors d'une énième polémique raciste prenant encore pour objet « la femme voilée », des internautes ont diffusé massivement des photos de petites filles portant un hidjab, prises par un individu souhaitant mettre en garde contre la prétendue « islamisation » de la France. Véritable

police des mœurs qui ne se pense pas comme telle car elle prétend « libérer » les femmes musulmanes, et qui s'attaque donc de plus en plus à des toutes jeunes enfants.

Seul le racisme rend possible d'appréhender en menace, en « ennemi intérieur » à la nation, des enfants en aussi bas âge, notamment lorsqu'un jeune garçon arabe de huit ans est amené au commissariat à Nice pour soupçon « d'apologie du terrorisme », avec le soutien de la ministre de l'Éducation de l'époque, après les attentats de janvier 2015. Criminalisation de ces jeunes existences, qui se confirme avec l'expérience, là encore plus spécifiquement pour les garçons, des contrôles policiers, dont l'humiliation est une composante essentielle et qui engendrent souvent des violences, voire des crimes. Là encore, cependant, la résistance n'est pas en reste, comme en témoignent sur le territoire français des collectifs de lycéens ou de parents, et notamment de mères (Front de Mères, Marche des mamans du 8 décembre 2019, etc.). Ils s'opposent à l'arbitraire policier, notamment en assignant l'État en justice pour les contrôles racistes que ces jeunes hommes subissent, ou encore en imposant dans le programme des gauches radicales la thématique du racisme et du traitement d'exception que l'État réserve aux quartiers populaires.

Devant ce large éventail des domaines d'expression du racisme, et en raison de leur caractère total sur les vies non blanches, quel que soit l'âge, un constat s'impose : la *désoccidentalisation* du monde est une urgence. L'affirmer ne revient ni à faire preuve de naïveté ni à se bercer d'illusions. Bien au contraire, c'est prendre au sérieux les capacités collectives à produire des changements, à transformer l'ordre existant, quand bien même la tâche sera particulièrement difficile. L'histoire l'a tout de même montré, les empires peuvent être défaits, les systèmes comme l'esclavage, abolis, et les régimes autoritaires, renversés. Sans souscrire à une certaine fable révolutionnaire en attente de « Grands soirs » produisant, hélas, trop de lendemains qui déchantent, être convaincu de la possibilité d'une fin de l'hégémonie occidentale, et surtout de la légitimité de le souhaiter, est un préalable nécessaire à l'action. Les luttes du Sud contre les politiques économiques et sociales de l'Union européenne (contre les accords de partenariat économique, entre autres, ou contre les politiques migratoires) ouvrent notamment des brèches qui posent la question de l'élaboration de projets alternatifs de société. Loin d'avoir le monopole de la violence, les pays et institutions qui constituent ce que l'on appelle « l'Occident » restent néanmoins les premières forces structurant les rapports à l'échelle du globe. Si nous souhaitons un monde dans lequel toutes les enfances, toutes les vies peuvent être décemment vécues, le combat contre le colonialisme persistant au travers de nouveaux agencements doit alors être au centre de nos préoccupations. ●

Joao Gabriel est un militant guadeloupéen, auteur du *Blog de Joao* depuis 2015 et doctorant en histoire sur les questions carcérales dans le contexte colonial. Il est également membre de la Ligue panafricaine-Umoja. Ses écrits portent principalement sur le colonialisme, les diasporas africaines et les questions de genre.